

# pour

## ILLE-ET-VILAINE

l'Éducation,  
l'Enseignement,  
la Recherche,  
la Culture,  
la Formation,  
l'Insertion en

**Bulletin Trimestriel de la section départementale de la FS.U.**

14, rue Papu, 35000 RENNES - Tél./Fax 02 99 63 94 50 - E-mail : fsu35@fsu.fr

## ÉDITO

### L'actualité est riche en cette fin d'année 2018 !

Les inégalités croissantes sont au cœur des préoccupations d'une majorité de citoyens. La colère s'exprime dans la rue et sur les réseaux sociaux. La baisse du pouvoir d'achat du plus grand nombre, les écarts croissants entre les plus riches et le reste de la population sont autant de marqueurs que nous avons toujours dénoncés à la FSU.

Il est urgent pour le gouvernement de prendre en considération nos revendications pour une hausse des salaires, des pensions, des minima sociaux, pour une véritable justice fiscale, pour un plan de lutte contre le chômage qui ne stigmatise pas les chômeuses et chômeurs mais qui les aide réellement, pour une transition écologique socialement juste, et bien sûr pour remettre l'humain et non l'argent au centre des politiques publiques en limitant notamment le recours aux contrats précaires. Le gouvernement doit prendre la mesure des problèmes que rencontrent les français en y apportant des solutions significatives. Cela serait un message fort. Les semaines à venir seront sans aucun doute déterminantes.

Alors que le gouvernement est dans une démarche de remise en cause des instances paritaires, les élections professionnelles viennent d'avoir lieu. Tous les résultats ne sont pas encore connus mais on peut déjà noter que la participation dans l'Éducation Nationale est en légère hausse par rapport à 2014, de près d'un point. La FSU reste la première fédération dans l'Éducation Nationale et l'on peut s'en féliciter. Dans les instances de notre département comme au niveau académique, nous obtenons au moins la moitié des sièges voire plus.

La FSU et ses syndicats en ressortent confortés et leurs valeurs partagées par beaucoup de collègues. C'est l'occasion de remercier tous les militant.es, adhérent.es ou sympathisant.es de la FSU qui ont contribué à rendre notre fédération incontournable dans la Fonction Publique et dans le paysage syndical en général.

Il faut néanmoins nous interroger sur le taux d'abstention qui reste trop élevé (un peu moins de 60%). Le mode de scrutin par vote électronique y est sans doute pour beaucoup mais ne négligeons pas d'autres causes dont il nous faudra tenir compte, par exemple de la défiance également envers les organisations syndicales qui existe aussi dans nos professions et dans la fonction publique. Charge à nous de rétablir un lien plus étroit avec celles et ceux qui ne voient plus le syndicalisme comme le moyen d'améliorer les conditions de travail des salarié.es comme des privé.es d'emplois. Nos syndicats s'y emploient quotidiennement mais le chemin est long et mérite encore de se nourrir de toutes les réflexions surtout de celles et ceux qui partagent nos valeurs. Voilà un défi qu'il nous faudra relever pour peser encore plus sur les politiques à l'œuvre.

Meilleurs vœux pour une année 2019 que nous souhaitons riche en événements et en nouvelles conquêtes sociales pour toutes et tous !



Rennes le 10 décembre 2018  
Jean-Marc Llavori,  
secrétaire général de la FSU 35



### SOMMAIRE

Editorial .....	p.1
Le moment populiste, peut-on définir un populisme de gauche ? .....	p. 2-3
Point sur la situation de Pôle Emploi et perspectives 2018-2022 .....	p. 4
Quelques stages FSU à venir .....	p. 5
Livre "Quand Fernand rencontre Luca" .....	p. 5
L'Éducation publique en Argentine : avis de grosse tempête .....	p. 6-7

# Le moment populiste, peut-on définir un populisme de gauche ?

On connaît peu dans le discours politique français la notion assumée de populisme de gauche. L'article qui suit cherche à le définir en s'appuyant sur les ouvrages des théoriciens, Ernesto Laclau, *La Raison Populiste*, 2005 – Chantal Mouffe, *Pour un Populisme de Gauche*, 2017 – Chantal Mouffe et Íñigo Errejón, *Construire un Peuple : pour une radicalisation de la démocratie*, 2017.

Tous les médias et observateurs qui cherchent à analyser les évolutions politiques actuelles n'ont qu'un mot à mettre en évidence : « populisme ». Tout ce qui dénonce l'organisation socio-économique et politique présente est taxé de populisme, insulte suprême à l'encontre de toute opposition d'où qu'elle vienne. Mais le populisme n'est pourtant pas une idéologie, ni une forme d'organisation politique : c'est une stratégie de conquête du pouvoir au service d'une idéologie. Une stratégie qui procède en transcendant les notions de gauche et droite au profit d'un clivage peuple contre les élites. Les détracteurs du populisme insistent aussi sur le caractère improbable et irréaliste des mesures promises : le populisme est synonyme de démagogie.

**Le point de départ de l'essor des populismes actuels** est issu de la victoire "idéologique" des néo-libéraux conservateurs depuis M. Thatcher, R. Reagan, G.W. Bush. La gauche rendue impuissante a alors renoncé à défendre son modèle social-démocrate keynésien pour s'aligner sur les règles de l'économie libérale totalement dérégulée : idéologie de la « troisième voie » et de la triangulation (Clinton, Blair, Schröder) poursuivie par Macron, adaptation à la mondialisation et à la financiarisation post-fordiste des économies occidentales, mâtinée de quelques maigres mesures "d'équité sociale" (*l'équité plutôt que l'égalité*) et de la récupération de quelques éléments de la "contre-culture" (refus de l'ordre hiérarchique ; individualisme, hédonisme...). Le résultat, chacun le sait, c'est la désindustrialisation, la croissance des inégalités, les reculs sociaux, le déclassé des ouvriers et employés, tout cela assumé par la gauche sociale-libérale au nom d'un progressisme irénique et technocratique. La conséquence politique, c'est la désaffiliation des classes populaires du jeu politique (abstention, fuite vers l'extrême droite) et la sécession des riches (refus de l'impôt, explosion des rémunérations du capital) – ce que Laclau et Mouffe appellent post-démocratie.

Aujourd'hui les partis sociaux-démocrates ne voient pas que la solution aux difficultés des milieux populaires (les perdants de la mondialisation) se situe en dehors du projet néo-libéral, ils ne comprennent pas leurs revendications qu'ils expliquent par le manque d'éducation et de clairvoyance, et "ils

ne voient pas que la plupart des demandes exprimées par les partis populistes de droite sont des demandes démocratiques auxquelles devraient être apportée une réponse progressiste" (Ch. Mouffe). Puisque la gauche a trahi ses idéaux et son programme, renoncé à combattre, il faut donc refonder la gauche.

**Le Thatcherisme a créé un ordre idéologique hégémonique** qui s'est imposé durant les décennies écoulées, il s'agit donc de brosser un nouveau projet hégémonique dans le cadre de la démocratie pluraliste, ce qui s'appelle "radicaliser la démocratie". « L'ordre hégémonique néo-libéral actuel n'est pas la seule forme possible de la démocratie libérale » (Mouffe), car il ne faut pas confondre le cadre institutionnel de la démocratie libérale et le mode de production capitaliste. « Il est parfaitement possible de changer les choses sans détruire l'ordre préexistant, ni avoir à rebâtir de zéro » (Laclau). C'est à l'intérieur du cadre que se joue la confrontation entre divers projets hégémoniques, une confrontation "agonistique" (entre adversaires, légitimes à défendre un projet) et non "antagoniste" (entre ennemis, appelés à se détruire). Pour autant l'approche agonistique suppose un affrontement irréductible de projets opposés, sans consensus possible, hormis l'acceptation des valeurs et principes démocratiques et des institutions qui les fondent. Cela suppose la distinction d'un « Nous » face à « Eux » ; du peuple face à l'oligarchie, la caste ; de "ceux d'en bas" contre ceux qui ont le pouvoir (Laclau).

**Il est donc nécessaire de définir le peuple**, élaborer ce « nous ». Le populisme de droite fonde le peuple sur l'identité et l'ethno-nation, et l'adversaire qu'il identifie n'est pas constitué par les forces du néolibéralisme. Le populisme de gauche vise par contre à approfondir la démocratie, la justice et l'égalité en fédérant les revendications de toutes les victimes des oppressions néolibérales.

Toutes les victimes signifie mettre en place une convergence des luttes et des mouvements sociaux, sociétaux, culturels très divers, prendre en compte une pluralité d'antagonismes, une multiplicité de demandes qu'il faut unifier, articuler au-delà de la classe sociale pour construire un tout. Par exemple,

établir une "chaîne d'équivalence" entre les demandes des travailleurs, des immigrés, des féministes, de la communauté LGBT, des défenseurs de l'environnement... Dans ce sens la classe ouvrière ne joue plus un rôle central et unique, et on ne résoudra pas la crise du modèle néolibéral par le retour au *Welfare state*, moins encore par l'édification révolutionnaire du communisme par le prolétariat.

Cela remet en cause partiellement le clivage gauche/droite et la vision marxiste de lutte des classes : l'idée que le mode de production économique est le moteur de l'histoire qui induit la lutte pour des intérêts matériels ; alors que ce qui prime c'est la superstructure : les représentations et visions du monde, les croyances (cf l'apport de Gramsci). Cela suppose de mobiliser des concepts idéologiques et les affects populaires au-delà de l'économisme de la pensée marxiste orthodoxe.

Ce qu'Íñigo Errejón, théoricien de Podemos, exprime ainsi : « Nous voulons construire un peuple, y compris avec des gens qui peuvent aujourd'hui encore s'identifier à la droite. Nous n'avons aucun intérêt à construire la gauche. La gauche était une métaphore pour ceux d'en-bas. Là où cette métaphore continue à être utile, qu'on l'utilise, je trouve cela très bien. Mais là où elle ne sert plus, abandonnons-la, car il n'y a aucun intérêt à être attachés à une métaphore ». Laclau et Mouffe font l'analyse que les sociétés occidentales aujourd'hui sont trop complexes pour considérer qu'une classe, le prolétariat, puisse jouer seule le rôle moteur des transformations structurelles. D'où la nécessité d'unifier les revendications a priori disparates des classes populaires, ouvriers et employés, des classes moyennes intellectuelles et agents des services publics, des classes moyennes du secteur privé, cadres, professions libérales, créateurs d'entreprises pour trouver le dénominateur commun de ces revendications.

**Il ne s'agit donc pas d'être la partie gauche du peuple, mais de construire le peuple**, catégorie politique (notion plus vaste et essentielle que la défense des intérêts de la classe ouvrière, catégorie sociologique) sur la base autant des éléments objectifs que des affects et dans le cadre toujours opérant de la nation. Laclau et Mouffe défendent l'idée d'un patriotisme de gauche qui ne vise pas à exclure ni à empêcher "les liens internationaux d'une « Internationale nationale-populaire et démocratique »" (Laclau).

Autre élément important : la nécessité d'assurer la convergence des luttes et leur cristallisation. Pour Laclau : « **C'est l'existence du leader qui permet de résoudre ce problème.** Le populisme se distingue d'autres processus politiques par un rapport direct entre une personnalité se voulant charismatique et le peuple ; plus exactement, le peuple s'incarne dans le leader. C'est le chef qui construit le peuple et incarne sa volonté. » Cela ne signifie pas leader autoritaire, ni faire obstacle à une forte démocratie interne.

**La stratégie de mise en place d'un populisme de gauche a été peu discutée en France** et a suscité peu de débat à gauche – à la différence de l'Espagne ; ou de la Grande-Bretagne où Ch. Mouffe enseigne. Pourtant on ne comprend pas la stratégie de La France Insoumise et de JL Mélenchon sans faire référence aux travaux de Laclau et Mouffe. Dans la terminologie employée : "gens" (d'en bas), "peuple", "citoyens" par opposition à "eux", "eux autres", l'abandon du vocabulaire marxisant. Dans l'hésitation à user du terme de gauche. Dans la légitimation de toutes les colères, même peu structurées politiquement et syndicalement (cf la prise en compte du mouvement des "gilets jaunes"). Dans la place accordée au leader.

Par contre, le choix populiste n'a pas été posé clairement par LFI ; certes JL Mélenchon a rencontré Ch. Mouffe et souligne sa proximité avec Podemos, il reprend leurs thématiques et leur stratégie mais sans expliciter sur une base théorique le tournant populiste.

Sur le fond, la conception politique générée par Laclau et Mouffe laisse trop de part à l'ambiguïté sémantique dans la distinction opérée avec le populisme de droite (Mouffe n'emploie pas le terme "extrême droite"), laissant supposer une parenté entre les 2 populismes dans la critique du système et l'élaboration de la frontière Nous/Eux, prenant le risque de justifier certaines revendications comme des affects à prendre en compte (ex. sur l'immigration).

La place trop importante accordée au dirigeant, leader charismatique présenté comme *primus inter pares*, mais néanmoins perçu comme indispensable et "condition centrale de consolidation du lien social" (Laclau) n'est-elle pas en contradiction avec la volonté d'émancipation du peuple et des militants qu'on mobilise ? Le chef saura-t-il s'effacer s'il y a nécessité ?

Enfin la définition de la frontière Nous/Eux empêche de désigner des degrés parmi les adversaires (agonistiques) dans la dénonciation du modèle hégémonique néolibéral (des thatchériens aux sociaux-démocrates) et rend très difficile la constitution de coalition électorale dans la conquête des institutions – nécessaire puisqu'on se place dans le cadre des institutions démocratiques pluralistes. A tel point que Podemos a dû renoncer à ce principe pour accepter l'alliance avec le PSOE et soutenir le gouvernement de Pedro Sánchez, restaurant ainsi l'axe gauche/droite en contradiction de fait avec les principes définis par ses parrains Laclau et Mouffe. De même, La France Insoumise ne devra-t-elle pas, dans l'objectif de conquête du pouvoir, accepter un rapprochement avec les autres forces de gauche et clarifier sa stratégie populiste ? Et ces autres forces accepter l'idée du "moment populiste" ?



Patrick Tarrow

# Point sur la situation de Pôle Emploi et perspectives 2018-2022

Après moult organisations et réorganisations, Pôle Emploi (PE) est à un tournant crucial de son existence.

Dans le cadre de l'effort demandé au ministère du travail, une 1<sup>ère</sup> vague de baisse d'effectifs a eu lieu en 2018 (- 9,6 ETPT en Bretagne soit environ 20 postes), une 2<sup>e</sup> vague est annoncée en 2019 (-13,6 ETPT soit environ une trentaine de postes). Jusque-là les départs naturels (retraite, démissions, licenciements, ruptures conventionnelles) couvraient les suppressions envisagées.

Cependant, nous constatons une nette augmentation des licenciements pour inaptitude. Les interventions de la direction régionale auprès de la médecine du travail se traduisent par des inaptitudes à tout poste à PE, ce qui rend le reclassement impossible.

Par ailleurs, nous avons diligenté une expertise sur la situation économique et financière au niveau du CE de Pôle Emploi Bretagne (PEB). Cette expertise a montré que PEB avait déjà réalisé des économies sur tous les postes possibles et qu'il restait à présent la masse salariale. En effet, depuis déjà plusieurs années le DG de PE s'était engagé à rendre de l'argent à l'Etat et à faire participer PE à l'effort de réduction budgétaire. Les experts ont donc imaginé plusieurs scénarii selon l'effort qui sera demandé d'ici 2022.

Il apparaît que les prochaines vagues de baisse d'effectifs, 2020, 2021 et 2022 iront crescendo de façon plus ou moins forte et que les départs naturels ne suffiront plus à absorber cette baisse imposée à PE ainsi qu'au service public de l'emploi.

Lors de la restitution de l'expertise en CE, la Direction Régionale de PE n'a pas nié ces risques comme en Ile de France. Cela pourrait se traduire par des plans de départs volontaires, des ruptures conventionnelles collectives.

Enfin, les experts ont soulevé également la question de la régionalisation de PE.

A l'appui des documents qu'ils ont examinés, des échanges qu'ils ont eus avec différents acteurs de PEB, ils ont fait le rapprochement avec ce qu'ils ont constaté dans d'autres services publics (exemple à la SNCF avec la création de ses filiales et du développement de la sous-traitance).

Ce gouvernement, comme les précédents, ne cesse de continuer de marteler qu'il faut faire plus pour celles et ceux qui en ont le plus besoin et d'individualiser les parcours des demandeurs d'emploi. Mais il diminue les moyens du service public de l'emploi. Ceci desservira également le travail de reconstruction de la relation avec l'employeur entamé tardivement après la création de PE alors que les organisations syndicales et les représentants du personnel n'ont cessé d'alerter.

La question de l'emploi et du chômage est-elle toujours centrale? Le projet est-il de déshabiller le service public au profit d'opérateurs privés? De créer un système à 2 vitesses comme cela existe dans d'autres domaines avec les inégalités de traitement des usagers?

La nouvelle convention tripartite ainsi qu'une nouvelle convention d'assurance chômage sont en cours de négociation. Elles apporteront des informations sur le devenir de PE et peut-être sur d'autres opérateurs tels que les Missions Locales et les Cap Emploi (accompagnement des travailleurs handicapés). Nous sommes déjà très inquiets des premières informations qui nous parviennent.

Les agents de PE ont de plus en plus le sentiment que ce gouvernement fait le constat de l'échec de la fusion de L'Assedic et de l'ANPE pour venir à bout du problème du chômage en France. PE, « arme décisive » comme l'avait vendue le président Sarkozy, s'est heurté, à peine créé, à la crise de 2008. Dix ans après, faute de moyens à la hauteur et malgré la forte implication de ses agents, PE n'est pas considéré comme une solution et semble même poser problème. Le gouvernement aurait-il décidé de faire disparaître le problème?

Nous l'avons constaté à maintes reprises, PE, comme l'ANPE en son temps, est souvent un laboratoire pour tester des « réformes » (organisation, type de management, sous-traitance, modifications de statut du personnel en autres) susceptibles d'être étendues à d'autres secteurs du service public.



Yannick Jeusset,  
SNU-TEFI Pôle Emploi

## QUELQUES STAGES FSU À VENIR

Inscription individuel sur <https://formation.fsu.fr/>

Si ce n'est déjà fait, il faut ouvrir un compte pour pouvoir vous inscrire.

### 1. Militer à la FSU - 24 et 25/01/19

- à SNUIPP-FSU, 12 rue Cabanis, 75014 Paris  
Public visé : militant.es de SD FSU et/ou de SN

Demande d'autorisation d'absence et inscription. Dernier délai avant le 24 décembre.

Objectif : améliorer les connaissances des camarades qui animent les SD et les SN de la FSU

### 2. Stage femmes FSU - 24/01/19

- au 76 rue des rondeaux, 75020 Paris

Public visé : militant.es de SD FSU et/ou de SN

### 3. CDCA - 30 et 31/01/19

- au SNUIPP-FSU, 12 rue Cabanis, 75014 Paris

Public visé : représentant.es FSU dans les CDCA

Objectifs : Comment être efficace dans un CDCA ? Comment mutualiser les expériences ?

### 4. Formation continue. Avec l'Institut de Recherche de la FSU - 31/01/19

- au SNUIPP-FSU, 12 rue Cabanis, 75014 Paris

Public visé : militant.es de SD FSU et/ou de SN

Objectif : Enjeux de la formation continue des travailleurs, alimenter une réflexion fédérale dans l'optique du congrès de décembre 2019.

### 5. Les enjeux de la réforme des retraites - 06 et 07/02/19

- au SNUIPP-FSU, 12 rue Cabanis, 75014 Paris

Public visé : stage ouvert à l'ensemble des militant.es intéressés.es.

Demande d'autorisation d'absence et inscription. Dernier délai avant le 5 janvier.

Objectif : formation/mobilisation autour de la réforme envisagée

Et bien d'autres stages encore à consulter sur <https://formation.fsu.fr/events>

Nous souhaitons vous informer de la parution du livre écrit par Gérard Hamon : *Quand Fernand rencontre Luca*, publié aux Editions d'Architecture Transversales.

C'est un examen en miroir de moments essentiels de la vie et des écrits de l'architecte Fernand Pouillon (1912-1986) et du moine italien mathématicien Luca Pacioli (1447-1517). Le lien entre les deux est la *Divina proportione* (ou nombre d'or). Écrite puis publiée (1509) par Pacioli, Pouillon en fit une édition en fac simili (1980) par la maison d'édition qu'il avait créée : Le Jardin de Flore. La *Divina proportione* est le troisième personnage de cet écrit.

Si vous êtes intéressé-e, vous pouvez vous le procurer soit auprès des Editions d'Architecture Transversales 20 rue des Princes 31 500 Toulouse, soit en le commandant dans une librairie si possible indépendante et pour la somme de 12 €.

Bonne lecture !

Gérard Hamon

Quand  
Fernand  
rencontre  
Luca



Éditions d'Architecture Transversales

# L'Éducation publique en Argentine : avis de grosse tempête

**Si l'histoire permet souvent de faire le pas de côté qui renouvelle les perspectives permettant de comprendre le présent, la géographie offre également cette ressource. Voyons ce qui se joue en ce moment en Argentine.**

**Nous le ferons à l'occasion d'un entretien avec Cecilia Rodriguez Loredo, archéologue et enseignante argentine et chercheur associé à l'UMR CREAHAH (Centre de Recherches en Archéologie, Archéosciences et Histoire) CNRS –Université de Rennes 1.**

Depuis novembre 2015, l'Argentine est dirigée par Mauricio Macri. Ce dernier a mis un terme à douze années de présidence Kirchner, à gauche sur l'échiquier politique local. Il se présentait comme le candidat du changement; envisageant notamment de mettre un terme à l'orientation protectionniste de la politique économique à l'oeuvre. Celle-ci se justifiait après le choc consécutif au défaut de paiement de la troisième économie latino-américaine en 2001. Les réformes orchestrées par Macri ont été nombreuses et brutalement imposées, les plus récentes amplifient cette impression.

Dans cet entretien nous allons voir que le système éducatif argentin s'en est trouvé profondément bousculé. Dans quels buts? Pour quels résultats?

**Tout d'abord, pouvez-vous nous décrire en quelques mots le contexte et les objectifs des réformes engagées par le président Macri depuis son accession au pouvoir en novembre 2015?**

Le président Macri dans ses discours de campagne électorale avait promis de préserver un certain nombre de mesures sociales distributives votées par le gouvernement précédent tout en promettant un changement radical à ce qu'il définissait comme un populisme irréaliste et corrompu. Dès son arrivée au pouvoir, il a appliqué une politique néolibérale en expliquant que les mesures distributives faisaient partie d'une narration fantaisiste du précédent gouvernement ayant conduit le pays à un endettement insurmontable.

Finalement, aucun de ses engagements de campagne n'a été respecté. Toutes les réformes engagées ont été contraires à ses promesses. Son équipe a favorisé les classes aisées avec l'annulation des taxes sur les exportations agricoles, la libération totale du dollar, la suppression des mesures distributives (comme les aides à l'éducation, les subventions des

coûts énergétiques et des transports), bénéficiant les entreprises privées au détriment des services publics. Par ailleurs, il a alimenté les marchés spéculatifs en contractant de la dette extérieure, ce qui a provoqué une très forte bulle financière et une hausse des taux d'intérêt tout en augmentant de façon sidérale la dette publique nationale.

**Comment le système éducatif argentin a-t-il été victime de cette volonté de changement?**

Le gouvernement actuel a commencé par réduire la masse salariale contractuelle au sein de l'éducation et de la recherche, en justifiant que ces emplois étaient fictifs, en créant de l'emploi public dans des secteurs liés à son programme politique. Suite à la spéculation financière générée par sa politique, il s'est produit un décalage très rapide entre les salaires et le pouvoir d'achat des enseignants et des chercheurs. Ainsi la revendication principale des enseignants est l'augmentation salariale. Dans notre pays les syndicats et le gouvernement se réunissent pour des négociations paritaires qui permettent d'établir le montant des salaires. Le gouvernement, contrairement à la loi, a commencé par fixer une limite de 15% d'augmentation des salaires, très en dessous de l'inflation (45%). De plus, il envisage de changer le statut de certains corps d'enseignants sans négocier. Finalement, les dernières dispositions du FMI (principal organisme créancier suite à la prise d'un crédit de 50 milliards de dollars) ont débouché sur une politique d'ajustement de toute dépense publique. Ainsi le budget de l'éducation a été très réduit et le ministère de la recherche transformé en secrétariat du ministère de l'éducation. Ces réductions budgétaires ont amené dans la province de Buenos Aires, à la réduction du budget dans les cantines, dans l'infrastructure et la maintenance des écoles.

Il faut constater que la plupart des réformes éducatives se font dans la province de Buenos Aires (la plus peuplée) avec Mme Vidal comme gouverneur et dans la capitale dont le maire

M. Rodriguez Larreta est membre du parti du président tout comme Mme Vidal.

La dernière action très grave est la fermeture des 29 centres de formation d'enseignants à Buenos Aires, pour les réunir dans une Université de la Ciudad Autonoma (de Buenos Aires). Cela signifie en plus la perte de centaines d'emploi de professeurs formateurs. De plus les autorités ont désigné un Recteur et instauré des changements très importants dans les contenus des formations sans concertation. Cela a donné lieu ces derniers mois à des mobilisations importantes.

Tous les changements proposés par le gouvernement vont dans le même sens, copier le système éducatif privé anglo-saxon, avec à l'esprit la compétitivité, l'excellence, la préparation des quelques élites selon la demande des marchés financiers et les grandes entreprises. Dans ce contexte, la formation publique est réduite à son expression minimale pour fournir la main d'oeuvre des travailleurs. Une phrase du président résume bien cette idéologie: «il y a des élèves qui pour des problèmes financiers sont tombés dans le public» comme si ce «dernier recours», était le pire qui puisse s'imaginer.

Les études supérieures souffrent aussi de la réforme libérale. Ils veulent en finir avec la gratuité de l'Université de Buenos Aires mais heureusement pour le moment, cette mesure rencontre une forte opposition de la population.

**Malgré le peu d'écho rencontré dans les médias français, les réactions des enseignants, des élèves et des parents ont été considérables. Pouvez-vous nous les décrire ainsi que les réactions du gouvernement?**

Il y a eu de nombreuses marches de protestation, des grèves, l'installation d'une école provisoire pour informer la population devant le Congrès National pour défendre l'école publique et gratuite et pour informer sur les réformes proposées. Hélas toutes ces initiatives ont souffert, soit d'un blocage médiatique, soit d'une désinformation bien ciblée de la part de la presse dominante alliée au gouvernement (*Clarín* et *La Nación*). Pendant les grèves, le gouvernement a lancé une campagne dans les réseaux sociaux pour remplacer les enseignants par des personnes «de bonne volonté» diplômées ou non. Tous les syndicats de l'éducation ont été présentés par les médias comme les ennemis du gouvernement. Il y a même eu des licenciements en raison d'appartenances politiques.

Pour résumer, plus les enseignants, étudiants et parents manifestent, plus le gouvernement répond par une campagne de désinformation et par la création à Buenos Aires d'un «call center» où des «trolls» ont été chargés de remplir les réseaux sociaux de mauvaises informations.

À cela s'ajoute la diminution des recrutements dans le domaine de l'enseignement et de la recherche. Les écoles et lycées se plaignent aujourd'hui de ne pas disposer des moyens pour assurer leur fonctionnement. Nous avons l'impression que les réformes passeront de toute façon soit par la voie du Congrès de la Nación soit par décret présidentiel.

**Dans sa déclaration, le 8 mai dernier, M. Macri en appelle au FMI. Cela traduit-il un échec de ces politiques, doit-on craindre à votre avis un risque d'aggravation de la situation du peuple argentin?**

Malheureusement oui. Nous étions en Argentine à la fin de 2001 en pleine crise. L'inflation, la dévaluation du «peso» et la situation économique et sociale était presque la même qu'aujourd'hui. Pendant le gouvernement de Kirchner, l'Argentine avait payé toute sa dette avec le FMI en seulement 2 ans. Entre 2003 et 2015, 5,6% du PIB allait à l'éducation, et nous avons vu la création de 15 nouvelles universités et de nombreuses écoles primaires et secondaires, y compris dans des villages éloignés.

Aujourd'hui, après trois ans de Macri, le pays a une dette externe de plus de 100 mille millions de dollars avec une économie interne totalement détruite.

Pour résumer la situation: quand Macri est arrivé au pouvoir le dollar était à 9,30 pesos, l'inflation était de 24,5% et selon l'UNICEF il y avait 23% des enfants dans la pauvreté. Aujourd'hui le dollar a dépassé le seuil de 39 pesos, l'inflation est à 45%, la récession est de 2,6% et on compte 48% des enfants vivant dans la pauvreté! La plus importante promesse avait été «pauvreté zéro». Les tarifs des services (électricité, gaz, eau) ont connu une augmentation de presque 1000% depuis 2015 et les salaires n'ont que faiblement augmenté. À cela il faut ajouter une vague de licenciements tant dans le secteur public que dans le privé et la fermeture presque quotidienne de petites entreprises. Toutes les recettes du néolibéralisme sont appliquées à la perfection et dans ce contexte l'éducation est toujours la première à en pâtir. Lors du dernier G20, Macri a reçu les félicitations du FMI ainsi que celui de M. Macron, et pourtant ces mesures ont conduit le pays à la récession économique.



Gianni Pérez  
& Cecilia Rodriguez Loredo



mgen<sup>★</sup>

ENGAGEMENT  
PERFORMANCE  
SOLIDARITÉ  
J'AI CHOISI  
MGEN

MARTIN  
FOURCADE  
CHAMPION DU MONDE DE BIATHLON

MGEN : la solidarité qui profite à tous, et d'abord à vous. Maladie, hospitalisation, optique, dentaire, arrêt de travail, invalidité : votre vie et vos besoins peuvent évoluer. Pourquoi, dès lors, votre protection santé et prévoyance n'évoluerait-elle pas en fonction de votre préférence ? Pour accompagner chaque moment de votre vie, MGEN propose des offres adaptées qui couvrent efficacement vos frais de santé et de prévoyance en même temps. Vous aussi, comme plus de 3 millions de personnes, faites de la référence solidaire MGEN votre préférence.

mgen.fr

**MUTUELLE  
SANTÉ  
PRÉVOYANCE**